



Note de fermeture

À : Madame Ralitsa Dimova,
Directrice de la surveillance

DE : Martin Lizotte,
Analyste-enquêteur

DATE : Le 7 avril 2021

OBJET : Plainte à l'endroit de l'entreprise Gestion immobilière Gescorp
N/Réf. 1010767-S

MISE EN CONTEXTE

Le 16 février 2015, la Commission est saisie d'une plainte de [REDACTED] à l'endroit de l'entreprise Gestion immobilière Gescorp et de son dirigeant monsieur Éric Brideau.

Essentiellement, la plaignante soumet à la commission que l'entreprise collecte des renseignements personnels qui ne seraient pas nécessaires à l'objet du dossier, soit la location d'un logement. Plus précisément, la plaignante a refusé de fournir à l'entreprise certains renseignements personnels demandés dans un formulaire d'application pour la location d'un logement. Sa demande de location aurait été refusée pour ce motif.

CONSTATS

À la lumière de l'enquête et des observations de l'entreprise, la Commission conclut que celle-ci contrevient aux articles 5 et 9 de la Loi sur le privé en recueillant des renseignements personnels concernant des aspirants locataires non nécessaires à l'objet du dossier, soit l'évaluation d'une demande de location de logement.

Ainsi, Cynthia Chassigneux, juge administratif, ordonne à l'entreprise, le 9 février 2017, de cesser de recueillir les renseignements personnels non nécessaires à l'évaluation de la candidature d'un aspirant locataire, notamment le numéro d'assurance sociale, les renseignements relatifs à l'institution financière, le nom et les coordonnées de l'employeur, le poste occupé et le salaire. Enfin, elle

ordonne aussi à l'entreprise de modifier le formulaire «Application pour un nouveau logement» en conséquence.

L'entreprise introduit une déclaration d'appel auprès de la Cour du Québec, le 13 mars 2017, afin de contester la décision prononcée par la juge Chassigneux.

Le 20 juillet 2018, l'honorable Jacques Tremblay accueille l'appel de Gestion immobilière Gescorp inc. et infirme la décision de la Commission prononcée par la juge Chassigneux. Alors, le dossier est retourné pour complément d'enquête et décision à la Commission.

COMPLÉMENT D'ENQUÊTE

En amorçant mes démarches d'enquête en vue de constituer le complément exigé, j'ai remarqué une divergence à l'égard du nom de l'entité juridique visée dans les décisions prononcées dans ce dossier. La juge Chassigneux prononce une décision à l'endroit de Gestion immobilière Gescorp, alors que l'honorable Jacques Tremblay accueille l'appel de Gestion immobilière Gescorp inc.

Une consultation au registre des entreprises du Québec révèle que monsieur Brideau dirige environ une dizaine d'entreprises. Plusieurs de ces entreprises agissent sous le nom «Gestion immobilière Gescorp». L'enquête conduite jusqu'à présent n'établit pas laquelle de ces entreprises est visée par la plainte de [REDACTED].

Dans le cas qui nous préoccupe, [REDACTED] convoitait un logement dans un immeuble appartenant à la société en commandite Immeuble Macha¹, dont monsieur Brideau est l'un des commanditaires². À cette époque, monsieur Brideau confiait à son entreprise Gescorp R.B. inc. toutes les activités de gestion des unités de logement détenues par ses nombreuses entreprises. Ainsi, les renseignements personnels de madame Rioux furent collectés par l'entreprise Gescorp R.B. inc. à l'aide du formulaire «Application pour un nouveau locataire».

Une fois ces renseignements collectés, l'entreprise Gescorp R.B. inc. les utilisait, entre autres, pour obtenir la fiche de crédit de l'éventuel locataire auprès de TransUnion. Monsieur Brideau avait conclu une entente avec TransUnion pour obtenir ces fiches de crédit et l'entreprise Gescorp R.B. inc. était facturée selon l'utilisation de ce service. Monsieur Brideau m'a fait parvenir un extrait du journal

¹ Annexe 1, rôle d'évaluation foncière et index des immeubles du lot 1661940 correspondant au 1086, rue de Dijon à Québec.

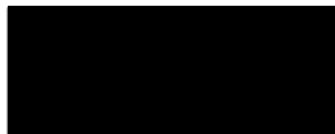
²Annexe 2, état de renseignements de la société en commandite Immeuble Macha au registre des entreprises.

des opérations³ de l'entreprise Gescorp R.B. inc. démontrant le paiement mensuel des services offerts par le fournisseur TransUnion entre le 1^{er} décembre 2014 et 1^{er} juin 2015.

Une recherche au registre des entreprises démontre que l'entreprise Gescorp R.B. inc. est dissoute, et ce, depuis le 24 juillet 2018⁴.

RECOMMANDATION

Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé de fermer le dossier puisque l'entreprise qui a collecté les renseignements personnels de [REDACTED], est dissoute.



Martin Lizotte
Analyste-enquêteur
Directeur de la surveillance

³ Annexe 3, extrait du journal des opérations de l'entreprise Gescorp R.B. inc. pour le compte fournisseur TransUnion.

⁴ Annexe 4, état de renseignements de la personne morale Gescorp R.B. inc. au registre des entreprises.

Annexe 1

Rôle d'évaluation foncière

Ville de Québec

En vigueur pour les exercices financiers 2019, 2020 et 2021

Date du marché : 1^{er} juillet 2017

1. Identification de l'unité d'évaluation

Adresse	1086 rue de Dijon
Arrondissement	Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge
Numéro de lot	1661940
Numéro matricule	4279-69-5361-1-000-0000
Utilisation prédominante	Logement
Numéro d'unité voisinage	3008
Dossier n°	F153783

2. Propriétaire

Nom	IMMEUBLE MACHA S.E.C.
Adresse postale	3375 chemin Sainte-Foy App. 300 Québec G1X 1S7

Date d'inscription au rôle	2003-04-03
Condition particulière d'inscription	Propriétaire du terrain

3. Caractéristiques de l'unité d'évaluation

Caractéristiques du terrain

Mesure frontale	
Superficie	2667.20 m ²
Zonage agricole	Non zoné

Caractéristiques du bâtiment principal

Nombre d'étage	3
Année de construction	1966
Aire d'étages	2139.9 m ²
Genre de construction	
Lien physique	
Nombre de logements	24
Nombre de locaux non-résidentiels	
Nombre de chambres locatives	

4. Valeurs au rôle d'évaluation

Date de référence du marché	2017-07-01
Valeur du terrain	890 000 \$
Valeur du bâtiment	1 205 000 \$
Valeur de l'immeuble	2 095 000 \$
Valeur de l'immeuble au rôle antérieur	2 095 000 \$

5. Répartitions fiscales

Catégorie et classe d'immeuble à des fins d'application des taux variés de taxation	Six logements et plus
Valeur imposable de l'immeuble	2 095 000 \$
Valeur non imposable de l'immeuble	\$

Répartition des valeurs

Imposabilité	Montant
--------------	---------

Source législative

Nom de la loi	Article	Alinéa
---------------	---------	--------

Index des immeubles - Section informatisée

Index des immeubles

Circonscription foncière : Québec	Dates de mise à jour du Registre
Cadastre : Cadastre du Québec	Droits : 2020-06-10 09:04
Lot : 1 661 940	Radiations : 2020-06-09 09:04
Date d'établissement : Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre	
Plan : Liste des plans	
Concordance :	

Date de présentation d'inscription	Numéro	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
	Voir section numérisée pour les inscriptions antérieures à 2003-02-24						
2003-03-31	10 315 037	Hypothèque	Créancier Débiteur	Caisse Populaire Desjardins du Village Huron Immeuble Macha S.E.C.	1 675 000,00 \$	6 003 740	I 13 874 996
2003-04-03	10 322 930	Vente	Vendeur Acquéreur	La Société Dijon Immeuble Macha S.E.C.	2 225 000,00 \$		
2003-04-03	10 322 930	Hypothèque	Créancier Débiteur	la Société Dijon Immeuble Macha S.E.C	150 000,00 \$	6 042 337	I 12 142 379
2003-04-03	10 322 930	Cession de rang hypothécaire	Cédant Cessionnaire	La Société Dijon Caisse Populaire Desjardins du Village Huron	Réf. : 10 315 037		
2005-03-04	12 119 276	Hypothèque	Créancier Débiteur	Couët, Paul-Eugène Immeuble Macha S.E.C	181 234,30 \$	6 181 037	I 23 518 858
2006-12-07	13 865 991	Hypothèque	Créancier Constituant	CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU VILLAGE HURON IMMEUBLE MACHA S.E.C.	2 160 000,00 \$	6 003 740	
2006-12-07	13 865 991	Cession de rang hypothécaire	Cédant Cessionnaire	Couët, Paul-Eugène CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU VILLAGE HURON	Réf. : 12 119 276		
2008-12-16	15 843 934	Déclaration de transmission - creance hypothécaire	Defunt Légataire	COUET, Paul-Eugène RODRIGUE, Lorraine	Réf. : 12 119 276		
2015-09-14	21 831 998	Hypothèque	Créancier	CAISSE DESJARDINS DE	2 000 000,00 \$	6 003 740	

Index des immeubles - Section informatisée

			Constituant	WENDAKE IMMEUBLE MACHA S.E.C.			
2015-09-14	<u>21 831 998</u>	Cession de rang hypothécaire	Cédant Cessionnaire	RODRIGUE, Lorraine CAISSE DESJARDINS DE WENDAKE	Réf. : 12 119 276		
2017-11-24	<u>23 518 857</u>	Déclaration de transmission - créance hypothécaire	Défunt Légataire	RODRIGUE, LORRAINE COUËT, HUGUES COUËT, JACQUES	Réf. : 12 119 276		

Mention de radiation - Section informatisée

	Radiations	Mention
T	13 874 996	L'inscription des droits hypothécaires résultant du document ou de la réquisition N° 10 315 037 est supprimée.

	Radiations	Mention
T	12 142 379	L'inscription des droits hypothécaires et clause résolutoire résultant du document ou de la réquisition N° 10 322 930 est supprimée.

	Radiations	Mention
T	23 518 858	L'inscription des droits hypothécaires résultant du document ou de la réquisition No 12 119 276 est supprimée.

Section référence - Index des immeubles - Section numérisée

Index des immeubles

Section référence : Québec - Cadastre du Québec - 1 661 940

Numéro d'inscription	Remarques	Avis d'adresse	Radiations
Acte au long 1 787 677			I 10 409 606

Mention de radiation - Section numérisée

	Radiations	Mention
T	10 409 608	L'inscription des droits hypothécaires résultant du document ou de la réquisition N° 1 787 677 est supprimée.

Annexe 2



Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une société de personnes au registre des entreprises

Renseignements en date du 2020-06-02 22:42:01

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	3360708773
Nom	IMMEUBLE MACHA S.E.C.

Adresse du domicile

Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse
---------	----------------

Immatriculation

Date d'immatriculation	2002-04-04
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2002-04-04
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société en commandite
Date de la constitution	
Régime constitutif	QUÉBEC : Code civil du Québec

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2020-03-23
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2020-03-23 2020
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-09-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-06-15

Faillite

Aucune information n'a été déclarée concernant l'existence d'une faillite.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés**1^{er} secteur d'activité**

Code d'activité économique (CAE)	7511
Activité	Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements
Précisions (facultatives)	LOCATION D'IMMEUBLES RÉSIDENTIELS

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec
Aucun

Objet poursuivi par la société de personnes

Objet de la société LOCATION D'IMMEUBLES

Associés, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir**Administrateurs**

Aucun administrateur n'a été déclaré.

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Associés

Nom	PELLERIN, MATHIO
Type d'associé	Commanditaire
Adresse	117 rue Notre-Dame E Victoriaville (Québec) G6P3Z9 Canada

Nom	PELLERIN, CHARLES
Type d'associé	Commanditaire
Adresse	117 rue Notre-Dame E Victoriaville (Québec) G6P3Z9 Canada

Nom de famille	Brideau
Prénom	Éric
Type d'associé	Commanditaire
Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada

Nom	9099-4724 QUÉBEC INC.
Type d'associé	Commandité
Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents**Documents conservés**

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-03-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-05-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-22

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-04-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-03-10
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-02-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-01-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-02-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-04-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-04-26
Déclaration de mise à jour courante	2012-04-19
Déclaration annuelle 2010	2010-03-05
Déclaration annuelle 2009	2009-03-26
Déclaration annuelle 2008	2008-04-03
Déclaration annuelle 2007	2007-03-05
Déclaration annuelle 2006	2006-04-25
Déclaration modificative	2005-12-16
Déclaration annuelle 2005	2005-06-13
Déclaration annuelle 2004	2004-04-20
Déclaration modificative	2003-04-02
Déclaration annuelle 2003	2003-02-18
Déclaration d'immatriculation	2002-04-04

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2002-04-04

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
IMMEUBLE MACHA S.E.C.		2002-04-04		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
ERIC BRIDEAU		2005-12-16		En vigueur
GESTION IMMOBILIÈRE GESCORP		2005-12-16		En vigueur



© Gouvernement du Québec

Annexe 3

Comptes fournisseurs 9-GESCORP R.B. INC. (95.1)

Fournisseurs

Actif

Multi-Compagnies

Code TRANSUNION

Nom Trans Union du Canada

Retenu pour la compagnie-division cou

Général | Suite | Contacts | Nos de grand-livre associés à ce fournisseur | Transactions | Informations Bancaires | Graphiques | Avis et corres

Consulter/Modifier

Historique des transactions | Factures et crédits | Paiements

Banque	No chèque	Type	Date	Montant	Escompte pris	Commentaire (si annulé)	Date de retour
BQ	2204	Chèque imprimante	2014/12/01	40.19 \$	0.00 \$		2014/12/31
▶ BQ	2214	Chèque imprimante	2015/01/01	80.43 \$	0.00 \$		2015/01/31
BQ	2226	Chèque imprimante	2015/02/01	60.42 \$	0.00 \$		2015/02/28
BQ	2236	Chèque imprimante	2015/03/01	75.37 \$	0.00 \$		2015/03/31
BQ	2244	Chèque imprimante	2015/04/01	463.93 \$	0.00 \$		2015/04/30
BQ	2255	Chèque imprimante	2015/05/01	180.92 \$	0.00 \$		2015/05/31
BQ	2274	Chèque imprimante	2015/06/01	81.52 \$	0.00 \$		2015/06/30

Consulter/Modifier

Factures et crédits

No payable	No facture/crédit	Type	Date	Montant	T.P.S.	T.V.Q.	Total Montant à payer	Montant payé	Montant appliqué
▶ 4999	00476369	FC	2014/11/25	69.95 \$	3.50 \$	6.98 \$	80.43 \$	0.00 \$	80.43 \$

Annexe 4



Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2021-03-22 15:53:51

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1140279168
Nom	GESCORP R.B. INC.

Adresse du domicile

Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse
---------	----------------

Immatriculation

Date d'immatriculation	1994-04-14
Statut	Radiée d'office suite à une dissolution volontaire
Date de mise à jour du statut	2018-07-24
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	1994-03-23 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38

Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)
----------------	---

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2018-07-24
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2018-06-23 2018
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2021	2021-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2020	2020-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

L'entreprise a cessé d'exister en date du 2018-07-24.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7511
Activité	Exploitants de bâtiments résidentiels et de logements
Précisions (facultatives)	GESTION IMMOBILIÈRE

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec
Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	GESTION ÉRIC BRIDEAU INC.
Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	BRIDEAU, ÉRIC
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président, Secrétaire
Adresse	300-3375 CH. Sainte-Foy Québec Québec G1X1S7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document

Date de dépôt au registre

Type de document	Date de dépôt au registre
Certificat de dissolution	2018-07-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-23
Déclaration de mise à jour courante	2018-01-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-09-03
Déclaration de mise à jour courante	2017-08-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-21
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-15
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-07-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-08-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-07-19
Déclaration annuelle 1994	2012-07-11
Déclaration annuelle 2011	2011-06-30
État et déclaration de renseignements 2010	2010-03-03
Déclaration modificative	2010-01-11
État et déclaration de renseignements 2009	2009-08-25
État et déclaration de renseignements 2008	2009-01-21
État et déclaration de renseignements 2007	2007-08-16
État et déclaration de renseignements 2006	2007-02-20
Déclaration annuelle 2005	2005-12-01
Déclaration annuelle 2004	2004-11-27
Déclaration annuelle 2003	2003-10-09
Déclaration annuelle 2002	2003-01-11
Déclaration annuelle 2001	2002-01-29
Déclaration annuelle 2000	2001-01-17
Déclaration annuelle 1999	2000-01-26
Déclaration annuelle 1998	1998-10-28
Déclaration annuelle 1997	1997-09-26
Déclaration annuelle 1996	1997-09-26
Avis de défaut	1997-07-30
Déclaration annuelle 1995	1996-09-05
Avis de défaut	1996-06-08
Avis de défaut	1995-11-06
Déclaration modificative	1995-05-02
Certificat de modification	1995-01-19
Déclaration modificative	1994-06-09
Certificat de constitution	1994-04-14
Déclaration initiale	1994-04-14

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	1995-01-19
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
GESCORP R.B. INC.		1994-11-22	2018-07-24	Antérieur
9003-5510 QUÉBEC INC.		1994-03-23	1994-11-22	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
GESCORP R.B. INC.		2007-02-20	2018-07-24	Antérieur
GESTION IMMOBILIÈRE GESCORP INC.		1996-09-05	2018-07-24	Antérieur



© Gouvernement du Québec



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca www.cai.gouv.qc.ca

Québec, le 19 mai 2021

Monsieur Éric Brideau
Gescorp R.B. inc.
3375, chemin Sainte-Foy, bureau 300
Québec (Québec) G1X 1S7

Objet : Plainte soumise à la Commission d'accès à l'information
N/Réf. : 1010767-S

Monsieur,

Comme vous le savez, la Commission d'accès à l'information (la Commission), qui est l'organisme responsable de l'application et du contrôle de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*¹, a traité une plainte de [REDACTED] à l'endroit de l'entreprise Gescorp R. B. inc. agissant sous le nom de Gestion immobilière Gescorp inc. (l'entreprise).

Le 9 février 2017, la Commission a ordonné à l'entreprise de cesser de recueillir les renseignements personnels non nécessaires à l'évaluation de la candidature d'un aspirant locataire, notamment le numéro d'assurance sociale, les renseignements relatifs à l'institution financière, le nom et les coordonnées de l'employeur, le poste occupé et le salaire. Elle a ordonné aussi à l'entreprise de modifier le formulaire «Application pour un nouveau logement» en conséquence.

L'entreprise a introduit une déclaration d'appel auprès de la Cour du Québec, le 13 mars 2017, afin de contester la décision prononcée par la Commission.

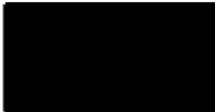
Le 20 juillet 2018, l'honorable Jacques Tremblay a accueilli l'appel de l'entreprise et a infirmé la décision de la Commission. Alors, le dossier est retourné pour complément d'enquête et décision à la Commission.

¹ RLRQ, c. P-39.1

À la suite de l'analyse des informations et des documents qui ont été portés à sa connaissance lors du processus visant à produire le complément d'enquête, la Direction de la surveillance de la Commission est d'avis que son intervention n'est plus utile en l'espèce puisque l'entreprise faisant l'objet de l'enquête fut dissoute le 24 juillet 2018.

Considérant ce qui précède, la Commission procède à la fermeture de ce dossier. Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de la surveillance,



Ralitsa Dimova

ML/sl



Commission
d'accès à l'information
du Québec

Québec

Bureau 2.36
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4
Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Sans frais : 1 888 528-7741 cai.communications@cai.gouv.qc.ca www.cai.gouv.qc.ca

Québec, le 19 mai 2021



Objet : Plainte soumise à la Commission d'accès à l'information
N/Réf. : 1010767-S



La présente donne suite à la plainte que vous avez adressée à la Commission d'accès à l'information (la Commission), l'organisme responsable de l'application et du contrôle de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*¹, à l'endroit de l'entreprise Gescorp R. B. inc. agissant sous le nom de Gestion immobilière Gescorp inc. (l'entreprise).

Essentiellement, vous soumettiez à la Commission que l'entreprise collecte des renseignements personnels qui ne seraient pas nécessaires à l'objet du dossier, soit l'évaluation de la candidature d'un aspirant locataire. Plus précisément, vous avez refusé de fournir à l'entreprise certains renseignements personnels demandés dans un formulaire d'application pour la location d'un logement, tels que le nom de votre employeur actuel et son numéro de téléphone, le poste occupé, la date d'embauche, votre salaire ainsi que le nom de votre institution financière avec votre numéro de compte bancaire. Votre demande de location, à l'égard de l'appartement 308 de l'immeuble situé au 1086, rue de Dijon à Québec, aurait été refusée pour ce motif.

À la suite de l'analyse des informations et des documents qui ont été portés à sa connaissance, la Direction de la surveillance de la Commission est d'avis que son intervention n'est plus utile en l'espèce puisque l'entreprise faisant l'objet de l'enquête fut dissoute le 24 juillet 2018. Considérant ce qui précède, la Commission procède à la fermeture de ce dossier.

¹ RLRQ, c. P-39.1

Vous remerciant de l'intérêt que vous portez à l'égard de la protection des renseignements personnels, nous vous prions d'agréer, [REDACTED], l'expression de nos meilleurs sentiments.

La directrice de la surveillance,



Ralitsa Dimova

ML/sl